



14 novembre pour l'emploi et la solidarité en Europe

Communiqué de l'intersyndicale nationale

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) le 14 novembre 2012 pour l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Elles mettent à mal le modèle social européen mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

- En France, c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. Les plans de licenciements se multiplient.
- La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchés par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités.
- Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux. La cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause.

**Cette situation est insupportable et menace
la construction européenne elle-même.**

En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social.

La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

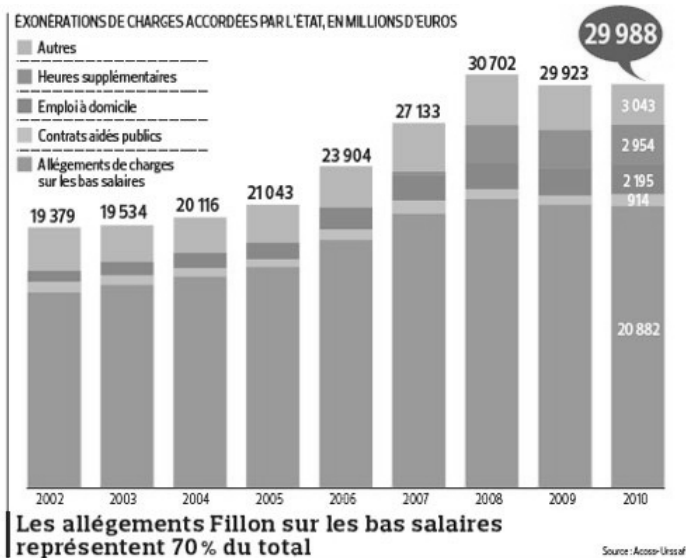
- une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;
- la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;
- des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi ;

Les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, Unsa décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe, en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs.

Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.

Coût du travail un leitmotiv... Coût du capital, toujours passé sous silence !

Depuis 30 ans les allègements de "charges" se sont multipliés, mais sans créer d'emplois !



Les cotisations sociales des employeurs (CSE) ne sont pas à l'origine des pertes de compétitivité !

- Depuis 1984, du fait des multiples exonérations de cotisations, la part des employeurs (CSE) a diminué assez nettement,
- Par contre, la part de valeur ajoutée basculée vers les dividendes des actionnaires a plus que triplé sur la même période (de 1,5% à 5% de la VA).

Entre 1980 et aujourd'hui, la part des dividendes est passée de 3,2 % du PIB à 9,3 % du PIB. (180 milliards d'euros par an qui n'ont aucune utilité économique et sociale).

L'exigence patronale de transfert massif des cotisations sociales vers les ménages (en grande majorité salariés) apparaît pour ce qu'elle est : le refus de toucher aux dividendes versés aux actionnaires.

La crise... le faux prétexte pour de nouveaux plans de licenciements et l'enrichissement sans limite de quelques-uns !

Partout, les patrons exigent toujours plus d'austérité, d'aides et d'exonérations. Ils licencient en masse et veulent encore plus de facilité pour licencier. Les emplois publics sont partout supprimés en masse.

Les 98 patrons les plus riches de France, qui se sont l'an dernier distribué 87 milliards de dividendes, demandent 60 milliards d'aides de l'Etat. Ils veulent que les salariés financent ces aides par l'augmentation de la TVA et la suppression des 35 heures.

Halte à la provocation !

Ce sont les licenciements, les délocalisations et la précarité qu'il faut empêcher, des emplois publics qu'il faut créer.

Ce sont les dividendes et les profits qu'il faut taxer.

Ce sont les salaires qu'il faut augmenter pour relancer l'économie.

C'est notre système solidaire de protection sociale qu'il faut protéger.

Contre les attaques patronales, contre l'austérité, partout, ici comme ailleurs, répondons par la mobilisation.

Salarié-es du privé et du public, personnes privées d'emploi, étudiant-es, retraité-es, toutes et tous ensemble

**le 14 novembre 2012
partout en Europe, les salarié-es en lutte
pour l'emploi et la solidarité**

**rassemblement à 17H30 au Mans
devant la Sécurité sociale avenue Bollée**